COMMUNE DE MONTPEZAT

Nombre de Conseillers: 14

En exercice : 14 Présents : 8 Votants : 10

Compte rendu de Séance Ordinaire du 13 Octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize octobre le Conseil Municipal convoqué par Madame le Maire, le sept octobre s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Jacqueline SEIGNOURET, Maire.

<u>Présents</u>: Mme Jacqueline SEIGNOURET, Mr. Patrick CARREGUES, Mr. David FLEURY, Mr. CABAS Gérard, Mr. ROSSI Tino, Mr. SOULIÉ Cédric, Mr. BENOIST Cyril, Mme REY Patricia.

Excusés: Mmes CALVET Audrey, BORDES Christine, BOUCHET Stéphanie, RALLEIR Kelly, Mrs RIEUCOS Geoffrey et GODEAS Philippe.

Pouvoir : Mme BORDES Christine donne pouvoir à Mme SEIGNOURET Jacqueline.

Mr GODEAS Philippe donne pouvoir à BENOIST Cyril

Secrétaire de Séance : Mr CABAS Gérard

Ordre du jour :

Délibérations:

- Approbation du compte rendu de séance du 21 juillet 2025,
- Etude de devis pour remplacement du digicode de l'agence postale,
- Etude de devis pour remplacement des 2 bornes incendie,
- Ajout d'une adresse rue Pé de Bit n° 6,
- Suppression d'une adresse route de Granges n° 145,
- Avenant convention de délégation de la compétence transports scolaire,
- Motion de soutien à la libération d'un journaliste Lot et Garonnais, Christophe Gleizes,
- Modification des statuts de Territoire d'Energie 47,
- Rapport d'activité de Territoire d'Energie 47,
- Marché de la Bascule demande d'aide financière en vue de la rémunération des artistes musiciens qui viendront animer le marché le Mercredi 3 décembre,
- Protection Sociale Complémentaire Santé Obligation des employeurs à compter du 1er janvier 2026 de participer à la protection sociale des agents – Délibération relative à la détermination du mode de participation à la couverture du Risque « Santé » et du montant de participation de la commune,
- De toute évidence un petit bâti derrière la salle des

fêtes avait eu une autorisation verbale de construire par le maire de l'époque. Cette construction illicite aujourd'hui fissure de partout et entraine le mur qui le soutien. Son propriétaire actuel Mr KIENLEN demande sa démolition (qu'il réaliserait) et demande de mettre en place une petite porte pour l'accès à sa cave

- Projet Terra Aventura pour Montpezat avec mise en place d'une convention,
- Etude d'un devis pour acquisition d'un chariot à débarrasser en inox pour la cantine,

Questions Diverses:

- ➤ Projet IME Etat d'avancement du dossier
- Parole aux élus,

.../...

&&&&&&&&&&&&

Vu le procès-verbal de séance du 21 juillet 2025.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Adopte le procès-verbal de séance du 21 juillet 2025.

Délibération 43/2025

Approbation du compte rendu de séance du 21 juillet 2025

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

Délibération 44/2025

Etude de devis pour remplacement du digicode de l'agence postale

> Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que suite à plusieurs coupures d'électricité le digicode de l'agence postale ne fonctionne plus.

Le devis réalisé afin de le remplacer s'élève à la somme de 195.40 €. Un dossier sinistre a été réalisé auprès de notre assurance Groupama qui nous précise que ce remplacement sera pris en charge mais que le contrat de la commune prévoit une franchise de 231.00 €.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Précise que ce digicode n'est pas nécessaire pour l'ouverture de la poste de l'agence postale. Celui-ci ne sera pas remplacé.

&&&&&&&&&&&&&

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre des travaux de renouvellement du réseau d'eau du bourg de la commune, il est nécessaire de remplacer les deux bornes incendie qui sont en place car elles sont trop anciennes.

Elles de situent :

- 1 place de la Mairie
- 2 Place Olivier Lebrère.

Un devis a été réalisé par la société SOGEA Environnement pour un montant de 4 900.00 € HT soit 5 880.00 € TTC.

Délibération 45/2025

Etude de devis pour remplacement des deux bornes incendie dans le bourg de la commune

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne un avis favorable au remplacement de ces deux bornes

Mandate Madame le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.

&&&&&&&&&&&&

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'ajouter une nouvelle adresse dans la rue Pé de Bit.

Il est proposé d'ajouter le n° 6.

Délibération 46/2025

Demande d'ajout d'une adresse Rue Pé de Bit

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne un avis favorable pour l'ajout d'une adresse dans la rue Pé de Bit n° 6.

Donne pouvoir à Madame le Maire de réaliser les démarches nécessaires.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de supprimer une adresse route de Granges. En effet, une erreur a été commise lors de la réalisation de

l'adressage. Ce qui pose problème au propriétaire de la maison.

Il est proposé de supprimer le n° 145.

Demande de suppression d'une adresse route de Granges

Délibération 47/2025

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne un avis favorable pour la suppression d'une adresse route de

Granges, le n° 145.

Donne pouvoir à Madame le Maire de réaliser les démarches nécessaires.

&&&&&&&&&&&

Le journaliste sportif lot-et-garonnais Christophe Gleizes a été condamné, par le tribunal de Tizi Ouzou, en Algérie, le dimanche 29 juin 2025, à sept années de prison ferme pour "apologie du terrorisme" et "possession de publications dans un but de propagande nuisant à l'intérêt national".

Loin de tout activisme terroriste, c'est pour un article sur le football, missionné par So Foot, qu'il s'est retrouvé en Algérie en mai 2024 afin de réaliser un reportage sur le club « la Jeunesse Sportive de Kabylie » (JSK), Cela fait plus d'un an qu'il est retenu en Algérie, depuis son arrestation le 28 mai 2024.

Christophe Gleizes est accusé d'avoir pris contact et d'avoir donné la parole au responsable du club de football de Tizi Ouzou, également responsable du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK), dans le cadre de la préparation de ses reportages sur le club de football de la JSK.

Cette condamnation, menée par un régime autoritaire, est une atteinte disproportionnée à la liberté d'un journaliste français exerçant son métier et se retrouvant au milieu de relations conflictuelles qui le dépassent, entre l'Etat Algérien et la Kabylie, et cela dans un contexte de tensions croissantes avec la France.

Sa famille et son territoire de naissance, le Lot-et-Garonne, sont profondément inquiets au sujet de sa situation.

Cet emprisonnement arbitraire nous rappelle celui de Boualem Sansal, lui aussi victime d'autoritarisme alors qu'il demeure un citoyen français.

Le Conseil Municipal de Montpezat s'associe à la démarche portée par la ville d'Agen et l'Association des Maires de Lot-et-Garonne pour voter une motion afin de réclamer la libération de Christophe Gleizes et ainsi alerter le Président de la République, le Premier Ministre et le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la situation d'un lot-et-garonnais, emprisonné injustement par le régime algérien.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention

Adopte cette motion de soutien.

Délibération 48/2025

Motion de soutien Appel à la libération du journaliste lot-et-garonnais, Christophe Gleizes

> Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

&&&&&&&&&&&

Madame le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat de communes Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne exerce également diverses compétences optionnelles comme la distribution publique de gaz, l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore, l'éclairage des infrastructures sportives, les réseaux de chaleur ou de froid, les infrastructures de charge pour véhicules électriques ainsi que des activités connexes à chaque compétence.

Délibération 49/2025

Modification des Statuts de TE 47

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025 Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil que la création effective du Syndicat Départemental des Collectivités Electrifiées a pris effet au 1er juillet 1953, par arrêté préfectoral en date du 1er juin 1953.

Les statuts du Syndicat ont ensuite été régulièrement modifiés par arrêtés préfectoraux au fil de la modification de ses compétences ou de son fonctionnement, par arrêté préfectoral du 18 octobre 2022 en dernier lieu.

Le Président de TE 47 a notifié, à chaque commune membre, la délibération du Comité Syndical de TE 47 en date du 22 septembre 2025 portant sur une nouvelle proposition de modification de ses statuts.

Au vu des demandes existantes, des enjeux actuels et des enjeux auxquels il faudra répondre prochainement, les membres du Comité Syndical de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne ont décidé de soumettre à ses communes membres la prise de nouvelles compétences par le Syndicat :

- la compétence IRVAE (Infrastructures de Recharge de Vélo à Assistance Electrique), pour développer l'installation de bornes nécessaires à la mobilité douce en Lot-et-Garonne, comme le Syndicat l'a impulsé pour les Infrastructures de Recharge des Véhicules Electriques ;
- la compétence gaz hors gaz méthane et gaz propane (C02, hydrogène, ...):

Plusieurs projets étant à l'étude afin de récupérer le bio CO2 généré à l'occasion d'opérations de méthanisation et de permettre son acheminement, puis son utilisation par des utilisateurs industriels ou des serristes, TE 47 pourrait développer les réseaux de distribution des gaz renouvelables émergents, tels que le bio CO2 et l'hydrogène, distribuer et commercialiser cette énergie pour répondre à un intérêt public local.

Il conviendrait également d'apporter une modification sur la

représentation des communes urbaines, en précisant qu'à minima, chaque commune disposera d'au moins un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ces modifications dans un délai de trois mois à compter de la notification.

A défaut de délibération dans ce délai, la décision de la commune serait réputée favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, « à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés ».

Il convient à ce jour que le Conseil Municipal se prononce sur la modification statutaire proposée et entérinée par Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Vu les articles L.5211-20 et L.5212-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Approuve la modification proposée des statuts de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne ;

Précise que la présente délibération sera notifiée au Président de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

&&&&&&&&&&

Madame le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

La commune a reçu en date du 17/09/2025 par voie dématérialisée et du 29/09/2025 par voie postale, le Rapport d'activité 2024 de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-39 du Code

Délibération 50/2025

Rapport d'activité de TE 47

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025 Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Madame / Monsieur Le Maire soumet à l'assemblée le rapport d'activité dudit syndicat.

Madame Le Maire informe que ce document est tenu dans son intégralité en mairie, à la disposition des élus et du public et peut également être téléchargé sur le site Internet de TE 47 (www.te47.fr).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Prend acte du rapport d'activité de l'année 2024 de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

&&&&&&&&&&&&

Délibération 51/2025

Marché de la Bascule Demande d'aide financière pour le Marché de Noël

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025 Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la Marché de la Bascule dans le cadre de l'organisation du Marché de Noël 2025 demande une aide financière exceptionnelle en vue de couvrir les frais des artistes musiciens devant animer le marché.

Madame le Maire propose de leur accorder cette aide financière et de prendre en charge la facture des artistes musiciens.

Il s'agit également d'encourager cette association dans ces démarches de dynamisation au sein de la commune.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne un avis favorable pour le versement de cette aide financière afin de couvrir les frais des artistes musiciens devant animer le marché.

La facturation sera faite au nom de la commune de Montpezat.

&&&&&&&&&&&&&

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L. 827-1 à L. 827-12 et l'article L.827-7 prévoyant que les Centres de Gestion concluent des conventions de participation au titre de la protection sociale pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif au nouveau dispositif de participation des employeurs locaux à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur

Délibération 52/2025

Protection Sociale Complémentaire Détermination du mode de participation à la couverture du Risque « Santé » et du montant de participation

> Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

financement;

Vu l'Accord Collectif National portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG 47 en date du 4 décembre 2024 approuvant le choix du lancement d'une convention de participation pour répondre à l'obligation de financement de la protection sociale complémentaire pour le risque Santé à compter du 1er janvier 2026,

Vu l'avis du Comité Social Territorial placé auprès du CDG 47 en date du 1er avril 2025 approuvant le choix de mise en place d'une convention de participation par le CDG 47 pour le risque Santé, Vu l'avis du Comité Social Territorial du CDG 47 en date du 17 juin 2025 approuvant le choix de l'opérateur,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG 47 en date du 2 juillet 2025 approuvant le choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation relative au risque Santé pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031;

Vu l'annexe récapitulant les montants de cotisations proposés dans le cadre du Contrat Groupe de Protection Sociale Complémentaire – Volet Santé par le Centre de Gestion du Lot-et-Garonne et la Mutuelle Nationale territoriale.

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 4 février 2025 donnant mandat au CDG 47 pour participer à la procédure de consultation engagée par le CDG 47 en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque Santé;

Vu la délibération en date du 17 mars 2025 donnant mandat au CDG 47 pour participer à la procédure de consultation engagée par le CDG 47 en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque Santé;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 23 septembre 2025 relatif au choix de la convention de participation proposée par le CDG 47 et au montant de participation versé aux agents pour le risque Santé;

Exposé:

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 redéfinissent la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents.

Celle-ci devient obligatoire à compter du 1er janvier 2026 pour le risque Santé pour un montant qui ne pourra pas être inférieur à 15€, par agent et par mois, dans la limite des dépenses engagées par

l'agent.

Au vu du décret, les employeurs publics ont le choix de retenir trois modalités potentielles de participation :

- La convention de participation proposée par le CDG 47;
- Une convention de participation mise en place directement par l'employeur ;
- La labellisation.

En parallèle, l'article L.827-7 du CGFP confie aux centres de gestion une nouvelle mission obligatoire, à savoir conclure, pour le compte des collectivités territoriales de son ressort et leurs établissements publics, des conventions de participation couvrant les risques prévoyance et santé.

Le CDG 47 a donc lancé le 1er avril 2025 une procédure de mise en concurrence mutualisée afin de conclure une convention de participation pour le risque santé au profit des collectivités et établissement publics du département l'ayant sollicité. A l'issue de cette procédure, le CDG 47 a souscrit une convention de participation pour le risque Santé, auprès de la MNT pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2026.

Le Maire rappelle que les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à cette convention par délibération de leur assemblée délibérante, après consultation du Comité Social Territorial et que l'employeur doit également définir le montant de participation financière accordée aux agents qui choisiraient d'adhérer au contrat proposé par la MNT en application de la convention de participation signée avec le CDG 47.

L'autorité territoriale précise que l'adhésion des agents à cette convention de participation n'est pas obligatoire; que chacun décide d'y adhérer volontairement et de choisir son niveau de garantie mais que seuls les agents adhérents à cette convention seront éligibles à la participation de l'employeur.

L'autorité territoriale propose d'adhérer à la convention de participation du CDG 47 et de définir un montant de participation employeur à la couverture du risque Santé de 15 €/agent/mois

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Décide :

Concernant la détermination du mode de participation à la couverture du Risque « Santé » et du montant de participation, l'organe délibérant,

Article 1 : d'adhérer à la convention de participation pour le risque Santé, conclue entre le CDG 47 et la MNT avec effet au 1er janvier 2026.

Article 2 : de prendre acte des nouvelles dispositions en matière de protection sociale complémentaire des agents territoriaux et de verser une participation financière de 15 € bruts par agent et par mois, aux fonctionnaires stagiaires et titulaires, aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ayant souscrit au contrat proposé par la MNT dans le cadre de la convention de participation du CDG 47.

Aucuns des critères de modulation en fonction du revenu des agents et/ou de leur situation familiale, dans un but d'intérêt social ne sera pris en compte dans le cadre de la participation financière.

Article 3 : La collectivité participe financièrement auprès de l'agent (la mention doit figurer sur le bulletin de salaire).

Les cotisations seront précomptées par l'employeur sur le bulletin de

Les cotisations seront précomptées par l'employeur sur le bulletin de salaire des agents adhérant au présent contrat puis versées directement à l'organisme de protection sociale complémentaire.

Article 4 : d'autoriser le Maire à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment tout document rendu nécessaire avec le CDG 47 et la MNT.

<u>Article 5 :</u> d'inscrire les crédits correspondants au budget de la collectivité.

&&&&&&&&&&

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que le petit bâti à l'arrière de la salle des fêtes, de toute évidence a été construit avec simplement une autorisation verbale de construire par le maire de l'époque.

Cette construction illicite aujourd'hui fissure de partout et entraine le mur qui le soutien.

Son propriétaire actuel Mr KIENLEN demande sa démolition (qu'il réaliserait) et demande la mise en place une petite porte pour l'accès à sa cave.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne son accord afin que Mr KIENLEN réalise, à sa charge, les travaux de démolition de ce bâtiment mais également la mise en place d'une porte d'accès à sa cave.

Monsieur KIENLEN devra faire un dossier de déclaration préalable pour la démolition et la mise en place d'une porte.

Délibération 53/2025

Petit bâti derrière la salle des fêtes

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

Délibération 54/2025

Projet Terra Aventura Pérenne sur la commune

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025 Madame le Maire informe le Conseil Municipal que suite au Terra Aventura éphémère du mois d'août dernier qui a amené 5 630 personnes à participer à ce jeu sur la commune, elle souhaite qu'il soit mis en place un Terra Aventura pérenne sur la commune de Montpezat.

En effet, ce jeu Terra Aventura amène du tourisme, de la vie mais c'est également un levier économique.

Ce dispositif vise à valoriser les savoir-faire de notre territoire.

La candidature doit être portée par la municipalité.

La Communauté de Commune finance la création du parcours qui est à hauteur de

La maintenance, l'entretien et le réassort sont à la charge de la commune soit environ 1 000.00 € par an.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne un avis favorable pour la création d'un projet Terra Aventura pérenne.

Autorise Madame le Maire à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération.

&&&&&&&&&&&&

Délibération 55/2025

Etude de devis pour acquisition d'un chariot de débarrassage pour la cantine

Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025 Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'acquérir un chariot de débarrassage en inox pour la cantine de l'école.

Celui-ci en prévision de l'aménagement de la cantine dans les locaux de l'IME.

Le devis s'élève à la somme de 730.00 € HT soit 876.00 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne un avis favorable pour l'acquisition d'un chariot de débarrassage au tarif de 876.00 € TTC.

&&&&&&&&&&&

Vu la convention de délégation de la compétence transports scolaires signée le 23 juillet 2019 avec la commune de Montpezat.

Préambule

En sa qualité d'Autorité Organisatrice des transports scolaires, la Région Nouvelle Aquitaine a approuvé une convention ayant pour objet de préciser le périmètre et les modalités selon lesquels elle délègue aux Autorités Organisatrices de 2nd rang certaines

Délibération 56/2025

Avenant n° 3 à la convention de délégation de la compétence transport scolaires avec la commune de Montpezat

> Publié le 21 octobre 2025 Transmis à la Préfecture le 21 octobre 2025

prérogatives en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des transports scolaires.

La Région Nouvelle Aquitaine et la Commune de Montpezat ont signé, le 23 juillet 2019, une convention de délégation de compétence transports scolaires qui prenait effet au 1^{er} juin 2019 pour s'achever au dernier jour de l'année scolaire 2025/2026.

La commune de Montpezat a fait part à la Région de son souhait de continuer le transport scolaire en tant qu'Autorité Organisatrice de 2nd rang sur son territoire.

Article 1 : Modifications introduites par le présent avenant

Le présent avenant a pour effet de modifier de façon mineure la rédaction des articles 4.2.1 et 4.6 afin que la convention de délégation soit conforme au règlement des transports scolaires de la Région Nouvelle Aquitaine.

<u>L'article 4.2.1 – Procédure d'inscription est modifié comme suit :</u> « Sous réserve d'une décision contraire de la Région, il est rappelé qu'après le 4^{ème} lundi du mois de juillet les parts familiales seront majorées conformément au règlement régional des transports scolaires. »

<u>L'article 4.6 – Accompagnateurs est modifié comme suit :</u>

« Pour la sécurité des élèves de maternelles, l'Autorité Organisatrice de 2nd rang peut mettre en place un accompagnateur sur toute la durée du service pour les véhicules de plus de 9 places, conformément au règlement régional des transports scolaires.

Les modalités de prise en charge financières des accompagnateurs sont définies à l'Article 5.1. »

Article 2: les autres dispositions

Toutes les autres clauses de la convention demeurent inchangées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

Donne autorisation à Madame le Maire à signer l'avenant n° 3 et tout document utile le concernant.

&&&&&&&&&&&&&

Information 25/2025

Eau église de Saint Jean

Publié le 21 octobre 2025

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il y a une perte énorme d'eau au niveau de la fontaine d'eau au niveau de l'église de Saint Jean. 44 m 3.

Le plombier est intervenu afin de définir et réparer la fontaine. Nous sommes en attente de la réalisation de ces travaux.

Information 26/2025

Compostage partagé

Publié le 21 octobre 2025

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il y a une forte demande de personnes du bourg de la commune qui souhaitent l'installation d'un site de compostage partagé.

Comme vous le savez, le compostage permet de détourner le plus possible les déchets des ordures ménagères et donc d'éviter l'enfouissement de ceux-ci.

Ces équipements de proximité permettraient aux usagers de la commune d'apporter leurs déchets alimentaires (restes de préparation de repas, le marc de café et filtres, sachets de thé et d'infusion, fleurs fanées....) qui seront transformés après plusieurs mois en un fertilisant naturel pour les plantes et les sols.

Le projet serait d'installer 3 composteurs. Un destiné à recevoir les déchets alimentaires, un second pour le stockage des matières sèches et un troisième pour la maturation du compost.

Les familles ne disposant pas de jardin, se sont portées volontaires afin de participer et gérer ce projet.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal son avis sur ce projet.

Tous donnent un avis favorable pour la mise en place d'un compostage partagé.

Madame le Maire propose une réunion publique afin d'informer la population de la commune.

Elle se rapprochera des services du SMICTOM pour l'organisation de cette mise en place.

&&&&&&&&&&&

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que nous sommes toujours dans l'élaboration du PLUI à 29 communes.

Information 26/2025

PLUI

Publié le 21 octobre 2025

De ce fait et à la vue de l'avancé du dossier qui est actuellement dans l'écriture du règlement et en prévision de l'avenir, déplacement de l'école dans les locaux de l'IME, déplacement de la Mairie dans les locaux de l'école ...

Elle propose au conseil de faire une demande de modification du zonage du PLUI au niveau du secteur de l'école mais également au niveau du site du Moulin.

Cela en vue de la construction dans le futur de petits chalets bois afin de pouvoir y installer, au niveau du site du Moulin, pourquoi pas la buvette ou y ranger le matériel, chaises, tables.

Et au niveau de l'école, vu que la grafitéria ne pourra plus utiliser les locaux actuels qui sont à l'IME, nous pourrions envisager l'installation d'un chalet afin de les y accueillir.

Le Conseil donne son accord pour une demande de modification du zonage sur ces deux secteurs.

&&&&&&&&&

Information 27/2025

PLUI Emplacements Réservés en vue de la Sécurité Incendie

Publié le 21 octobre 2025

Dans le cadre du PLUI, il serait nécessaire de prévoir des emplacements que la commune se réserve en vue de la mise en place de la sécurité incendie.

Les secteurs concernés sont :

- Pérignac,
- Saint Médard,
- Floirac.
- Pagnagues.

Monsieur CARREGUES est chargé de se rendre dans chaque secteur afin de définir un espace approprié.

&&&&&&&&&&

Information 28/2025

PLUI OAP – Opération d'Aménagement et de Programmation

Publié le 21 octobre 2025

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que lors de la dernière réunion du PLUI, il nous a été précisé que la zone OAP – Opération d'Aménagement et de Programmation, qui se situe actuellement au niveau de la section de Castagné et Maisonneuve, a été supprimé et zonée en Agricole.

Monsieur MALBEC José a été contacté par téléphone afin de l'informer de ce changement et de lui préciser que s'il souhaitait conserver cette zone en constructible, il devait en faire la demande.

Après réflexion, Monsieur MALBEC ne fait pas opposition au nouveau zonage prévu. Ces terrains seront donc zonés en Agricole.

&&&&&&&&&&&&

Information 29/2025

Vœux 2026

Publié le 21 octobre 2025

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les vœux pour l'année 2026 auront lieu le 17 janvier 2026.

&&&&&&&&&&&&

Information 30/2025

Projet IME

Publié le 21 octobre 2025

Madame le Maire informe le Conseil Municipal sur l'avancé du dossier de l'IME.

Afin de finaliser l'acquisition de ce bâtiment sur l'année, la commune doit signer l'acte d'achat avant le 15 décembre 2025.

L'IME doit quitter l'établissement pour son installation sur Villeneuve sur lot aux vacances de Noël.

Fin de séance à 23 h 30

Mme SEIGNOURET (Maire)

Mr SOULIE

Mr CARREGUES

Mr CABAS (Secrétaire de Séance)

Mr ROSSI

Mr FLEURY

Mme CALVET (Excusée)

Mme BOUCHET (Excusée)

Mme BORDES (Pouvoir à SEIGNOURET)

Mme RALLIER (Excusée)

Mr RIEUCOS (Excusé)

Mr BENOIST

Mme REY

Mr GODEAS

(Pouvoir à Mr BENOIST)

n°	Objet de la Délibération
Délibération	
43/2025	Approbation du compte rendu de séance du
	21 juillet 2025
44/2025	Etude de devis pour remplacement du digicode
	de l'agence postale
45/2025	Etude de devis pour remplacement des deux
	bornes incendie dans le bourg de la commune
46/2025	Demande d'ajout d'une adresse Rue Pé de Bit
47/2025	Demande de suppression d'une adresse route
	de Granges
48/2025	Motion de soutien
	Appel à la libération du journaliste lot-et-
	garonnais, Christophe Gleizes
49/2025	Modification des Statuts de TE 47

50/2025	Rapport d'activité de
	TE 47
51/2025	Marché de la Bascule
	Demande d'aide financière pour le Marché de
	Noël
52/2025	Protection Sociale Complémentaire
	Détermination du mode de participation à la
	couverture du Risque « Santé » et du montant
	de participation
53/2025	Petit bâti derrière la salle des fêtes
54/2025	Projet Terra Aventura
	Pérenne sur la commune
55/2025	Etude de devis pour acquisition d'un chariot de
	débarrassage pour la cantine
56/2025	Avenant n° 3 à la convention de délégation de
	la compétence transport scolaires avec la
	commune de Montpezat